- 9-12-1989
Vandemeulebroeke

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 10 octobre 1989, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relative à certains organismes publics ou d'utilité publique et autres services de l'Etat", a donné le 22 novembre 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 10 oktober 1989 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende sommige openbare instellingen of instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten", heeft op 22 november 1989 het volgend advies gegeven :

Dispositif.

Article 1er.

L'article 1er devrait être divisé en 1°, 2° et 3°.

Le 1° serait mieux rédigé comme suit :

"1° "loi spéciale", la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 janvier 1989;".

Le 3° serait mieux rédigé comme suit :

"3° "loi du 28 décembre 1984", la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public".

Cette observation implique que cette modification soit apportée à toutes les dispositions de la loi en projet qui visent la loi du 28 décembre 1984.

Article 3.

La phrase liminaire du paragraphe 4 est rédigée dans les termes suivants : "L'article 1er, in fine, de la même loi doit être lu désormais comme suit : ...".

.../...

Cette phrase est ambiguë. Elle pourrait être comprise comme s'il s'agissait d'une disposition interprétative, alors que le projet entend remplacer l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1984 par deux nouveaux alinéas.

D'autre part, le deuxième alinéa nouveau de l'article 1er en projet est relié à tort aux dispositions qui le précèdent. Cet alinéa serait mieux à sa place dans l'article 5 de la loi du 28 décembre 1984 dont il formerait un paragraphe 4 nouveau. Sur ce point, le fonctionnaire délégué a marqué son accord.

Un texte sera proposé sous l'article 7 du projet.

L'article 3 doit être divisé en 1°, 2°, 3° et 4° et non pas en paragraphes.

L'article 3 en projet serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. A l'article 1er de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, le 1° est complété comme suit : "Le Fonds d'avance ...";

2° à l'alinéa 1er, le 2° est complété comme suit : "Le Fonds général ...";

.../...

3° un 3°, rédigé comme suit, est inséré dans l'alinéa 1er : "3° l' Institut géotechnique de l'Etat";

4° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : "Dès leur suppression ...".

Article 4.

Alinéa 2.

Suivant les explications fournies à la section de législation, les règles relatives à ces Fonds sont maintenues.

Dès lors, la phrase "Leurs références dans la loi qui les a créés sont abrogées" doit être supprimée.

Article 5.

L'article 5 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 5. A l'article 2 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

"1° au paragraphe 1er, une subdivision 2bis, rédigée comme suit, est insérée : "2bis. Le transfert ...";

2° au paragraphe 3, l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : "Le transfert du personnel a lieu dans le respect des règles fixées ...".

.../...

Article 6.

L'article 6 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 6. A l'article 4 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

"1° le paragraphe 1er est remplacé par la disposition suivante : "Par arrêtés délibérés en conseil des ministres, le Roi transfère à la Commission communautaire commune les tâches du Fonds national de reclassement social des handicapés à l'égard desquels les Communautés ne sont pas compétentes dans la Région de Bruxelles-capitale";

2° l'article est complété par un paragraphe 3, rédigé comme suit : "§ 3. Les arrêtés royaux ...".

Article 7.

L'article 7 serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 7. A l'article 5 de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

"1° au paragraphe 1er, l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant : "Le Roi transfère ...";

2° le paragraphe 2 est remplacé par la disposition suivante : "§ 2. Le Roi fixe ...";

3° l'article est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit : "§ 4. Le Roi peut, par arrêté délibéré en conseil des ministres, modifier la loi du 16 avril 1963, en vue d'harmoniser les avantages visés au présent article avec les dispositions correspondantes en vi-

gueur dans le cadre de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité"".

Article 8.

L'article 8 de la loi du 28 décembre 1984 se réfère aux "missions dévolues au Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales par l'article 6bis, § 2, 1°, 3°, 4°, 5°, 7° et 8° de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux".

Il convient de ne plus citer l'article 6bis, § 2, 3°, de la loi du 23 décembre 1963, ce point 3° ayant été abrogé par l'article 10, B, de la loi du 28 décembre 1984.

De plus, la loi du 23 décembre 1963 et les dispositions qui l'ont modifiée ont fait l'objet d'une coordination datée du 7 août 1987 et publiée au Moniteur belge du 7 octobre 1987.

C'est désormais à ce texte coordonné qu'il convient de faire référence en particulier aux articles 49, 52, 53, 54, 55, 56 et 57.

Il ne peut être nié que la référence faite dans l'article 8 et dans l'article 8bis en projet de la loi du 28 décembre 1984 à des dispositions qui paraissent différentes, mais qui sont fondamentalement les mêmes, pourrait poser des problèmes.

Pour éviter ce qui n'est qu'une discordance apparente, il se recommande de modifier l'article 8 de la loi.

Il conviendrait de diviser cet article en trois articles (qui deviendraient les articles 8, 9 et 10).

.../...

L'article 8 serait rédigé comme suit :

"Art. 8. L'intitulé ... (la suite comme au projet)".

L'article 9 serait rédigé comme suit :

"Art. 9. A l'article 8, § 1er, de la même loi, les mots "par l'article 6bis, § 2, 1°, 3°, 4°, 5°, 7° et 8°, de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux" sont remplacés par les mots "par les articles 49 et 52 à 57 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987"".

L'article 10 serait rédigé comme suit :

"Art. 10. Un article 8bis, rédigé comme suit est inséré dans la même loi :

"Article 8bis. § 1er. Dans les limites fixées par la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises et par la loi spéciale de financement, le Roi transfère à la Commission communautaire commune les missions dévolues au Fonds par les articles 49 et 52 à 57 de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, à l'exception ... (la suite comme au projet)"".

Le paragraphe 2 et le paragraphe 3 de l'article 8bis en projet, sont maintenus dans le texte de l'article 8bis en projet.

.../...

Article 9 (qui devient l'article 11).

Il ne convient pas de se référer "aux dispositions de l'article 6bis de la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux", pour deux raisons. La première que, dans l'ordre juridique de la coordination du 7 août 1987, ce sont les articles 48 à 67 qui concernent le Fonds. La seconde est que les modifications que le Roi serait habilité à apporter à la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, ne doivent pas concerner les seuls articles 48 à 67, mais éventuellement le plan de la loi coordonnée.

Dès lors, l'article 9 doit être rédigé comme suit :

"Art. 11. L'article 11 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 11. § 1er. Le Roi ...

§ 2. Les arrêtés royaux ...

§ 3. Après les transferts ...

Le Roi peut modifier la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, pour tenir compte des transferts prévus au paragraphe 1er"".

.../...

Article 11 (qui devient l'article 13).

L'article 15bis, § 1er, inséré par l'article 11 du projet, qui devient l'article 13, prévoit in fine que "Le transfert s'effectue proportionnellement à l'ampleur des tâches transférées aux Régions par la loi spéciale".

Il faudrait que les critères de répartition du transfert du personnel entre les trois Régions soient davantage précisés dans le texte de la loi en projet (voyez, à ce sujet, l'observation générale sur les articles 18 à 20 du projet).

+

Alors que le titre II, chapitre Ier, de la loi en projet procède par dispositions modificatives de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, les chapitres II et suivants contiennent des dispositions autonomes qui, néanmoins, font référence, sur certains points, aux dispositions de la loi du 28 décembre 1984.

Il serait, dès lors, plus logique de reprendre l'ensemble des articles 12 et suivants dans la loi précitée en en faisant des chapitres distincts.

Si cette suggestion est suivie, il convient d'y adapter le texte des articles 12 et suivants, notamment les dispositions faisant référence à la loi de 1984, dont certaines deviendront inutiles.

.../...

Article 15 (qui deviendrait l'article 17).

Il n'y a plus lieu de se référer à l'arrêté royal n° 30 du 15 décembre 1978 portant institution d'un Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie et de comités du bassin sidérurgique, puisque cet arrêté royal a été remplacé entièrement par l'arrêté royal du 31 mars 1984 relatif au Comité national de planification et de contrôle de la sidérurgie.

Article 16 (qui deviendrait l'article 18).

Il ne faut pas confondre avec les lois coordonnées proprement dites l'arrêté de coordination du 10 septembre 1965 qui ne comprend que deux articles : le premier mentionne les dispositions reprises dans la coordination et le second contient la formule exécutoire.

Paragraphe 1er.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 1er :

"Art. 18. § 1er. Dans les limites ..., les missions dévolues, en ce qui concerne les métiers d'art, à l'Institut économique et social des classes moyennes par l'article 3 des lois coordonnées le 10 septembre 1965, sont transférées ...".

Les paragraphes 2 et 4, en ce qu'ils visent le transfert du personnel, des biens, des droits et des obligations proportionnellement aux missions transférées appellent la même remarque que celle qui est faite au sujet des articles 18 à 20 de la loi en projet.

.../...

Paragraphe 8.

Le paragraphe 8 prévoit que la mention de l'Institut "au sein des lois relatives à l'organisation des classes moyennes" coordonnées le 28 mai 1979, est supprimée.

L'article 5 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie cite "l'Institut d'études économiques et sociales des classes moyennes".

La suppression devrait avoir pour objet l'institut correctement dénommé.

Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 8 :

"§ 8. Lorsque ... les lois relatives à l'Institut économique et social des classes moyennes, coordonnées le 10 septembre 1965, sont abrogées.

La mention de l'Institut d'études économiques et sociales des classes moyennes dans l'article 5 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie et dans l'article 20 des lois relatives à l'organisation des classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979, est supprimée".

Article 16bis (devenant l'article 17).

Paragraphe 1er.

La loi du 29 avril 1929 accordant l'autonomie financière au comptoir et à la sécherie de graines forestières de l'Etat à Groenendael, a été publiée au Moniteur

.../...

belge du 8 mai 1929. Malgré le caractère suranné de certaines dispositions, elle n'a pas été modifiée.

Ladite loi distingue - l'emploi du pluriel le manifeste assez - le comptoir commercial et la sécherie.

L'article 16bis, § 1er, serait dès lors mieux rédigé comme suit :

"Art. 17. § 1er. Le comptoir commercial et la sécherie de graines forestières de l'Etat sont supprimés ... .

Dès que le comptoir et la sécherie seront supprimés, la loi du 29 avril 1929 accordant l'autonomie financière au comptoir et à la sécherie de graines forestières de l'Etat, à Groenendael sera abrogée".

Article 16ter (devenant l'article 18).

Paragraphe 1er, alinéa 2.

Le chapitre II de la loi du 2 juillet 1927 accordant la personnalité civile aux établissements d'enseignement supérieur et aux stations de recherches d'intérêt agricole relevant de l'Etat, suivant le texte en projet, sera abrogé. En réalité, ce chapitre n'existe pas.

De l'accord du fonctionnaire délégué, cet alinéa 2 doit être supprimé.

.../...

Paragraphe 3.

Dans le paragraphe 3 in fine, il y a lieu d'écrire "visés à l'article 88, § 2, alinéas 2 à 4".

La même remarque vaut pour les articles 21, § 3, et 22, § 3.

Articles 18, 19 et 20.

Tels qu'ils sont rédigés, les articles 18 à 20 du projet confèrent une très large habilitation au Roi pour transférer les missions, biens, droits, obliga- tions et membres du personnel des organismes que ces dispositions tendent à restructurer.

En effet, les limites fixées par la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles sont particulièrement floues, voire inexistantes dans le cas de l'Office belge du commerce extérieur. Les calculs de répartition que requiert la mise en oeuvre de la loi en projet sont égalemement impossibles à réaliser, dans la mesure où les articles 17 à 19 ne retiennent pas de critères précis pour réaliser ces répartitions.

C'est ainsi que les montants globaux fixés par la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions ne peuvent servir de base adéquate pour l'évaluation des transferts à effectuer.

.../...

Le Gouvernement a certes fourni des données précises quant à ces transferts lors de l'examen par les Chambres législatives du projet de loi spéciale relative au financement des Communautés et des Régions (1).

A défaut de référence expresse à ces données, la loi en projet confère au Roi une habilitation excessive pour la réalisation des transferts et répartitions envisagés.

Article 26.

Paragraphes 2 et 3.

Il y a lieu d'écrire : "... le jour de la publication de la présente loi au Moniteur belge".

---

(1) Doc. Chambre n° 635/20 -88/89.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Artikel 1 zou ingedeeld moeten worden in 1°, 2° en 3°.

Punt 1° zou beter als volgt worden gesteld :

"1° "bijzondere wet", de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 16 januari 1989;".

Punt 3° zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3° "wet van 28 december 1984", de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut".

Deze opmerking brengt met zich dat die wijziging moet worden aangebracht in alle bepalingen van de ontworpen wet die op de wet van 28 december 1984 doelen.

Artikel 3.

De inleidende volzin van paragraaf 4 luidt aldus : "Artikel 1, in fine, van dezelfde wet dient voortaan als volgt te luiden : ...".

.../...

Deze zin is dubbelzinnig. Hij zou opgevat kunnen worden als een uitleggingsbepaling, terwijl het ontwerp het vervangen van artikel 1, tweede lid, van de wet van 28 december 1984 door twee nieuwe leden beoogt.

Van de andere kant is het nieuwe tweede lid van het ontworpen artikel 1 ten onrechte verbonden met de bepalingen die eraan voorafgaan. Dat lid zou veeleer thuishoren in artikel 5 van de wet van 28 december 1984, waarvan het een nieuwe paragraaf 4 zou vormen. De gemachtigde ambtenaar heeft daarmee zijn instemming betuigd.

Een tekst wordt voorgesteld onder artikel 7 van het ontwerp.

Artikel 3 behoort te worden ingedeeld in 1°, 2°, 3° en 4°, niet in paragrafen.

Het ontworpen artikel 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"Art. 3. In artikel 1 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° in het eerste lid wordt 1° aangevuld als volgt : "het Voorschottenfonds ...";

2° in het eerste lid wordt 2° aangevuld als volgt : "het Algemeen Fonds ...";

3° een als volgt luidend 3° wordt ingevoegd in het eerste lid : "3° het Rijksinstituut voor grondmechanica";

.../...

4° het tweede lid wordt vervangen door het volgende lid :

"Zodra ze zijn afgeschaft worden de wetten waarbij ze zijn opgericht opgeheven, de wetten van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden en van 29 mei 1959 tot wijziging van de wetgeving betreffende het onderwijs uitgezonderd, en vervallen de vermeldingen ervan in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut".

Artikel 4.

Tweede lid.

Volgens de uitleg die aan de afdeling wetgeving is verstrekt worden de regels omtrent die Fondsen gehandhaafd.

Deswege moet de zin "De verwijzingen ernaar in de wet waarbij zij werden opgericht, worden opgeheven" vervallen.

Artikel 5.

Het zou beter zijn artikel 5 als volgt te stellen :

"Art. 5. In artikel 2 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

.../...

"1° in paragraaf 1 wordt een als volgt luidende onderverdeling 2bis ingevoegd : "2bis. De overdracht aan het Vlaamse Gewest, aan het Waalse Gewest en aan het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, ieder Gewest wat zijn aangelegenheden betreft, ...";

2° in paragraaf 3 wordt het tweede lid vervangen door het volgende lid : "De overgang van het personeel geschiedt met inachtneming van de regels als bepaald in het koninklijk besluit genomen ter uitvoering van ...".

Artikel 6.

Het zou beter zijn artikel 6 als volgt te redigeren :

"Art. 6. In artikel 4 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° paragraaf 1 wordt vervangen door de volgende bepaling : "De Koning draagt bij in Ministerraad overlegde besluiten aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de taken van het Rijksfonds voor de Sociale Reclassering van mindervaliden over voor wie de Gemeenschappen niet bevoegd zijn in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest";

2° het artikel wordt aangevuld met een als volgt luidende paragraaf 3 : "§ 3. De in de §§ 1 en 2 bedoelde koninklijke besluiten ...".

.../...

Artikel 7.

Het zou beter zijn artikel 7 als volgt te redigeren :

"Art. 7. In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid vervangen door het volgende lid : "De Koning draagt ...";

2° paragraaf 2 wordt vervangen door de volgende bepaling : "§ 2. De Koning bepaalt bij een in ministerraad overlegd besluit de regels omtrent de vaststelling, de inning, de bestemming en de verdeling van de ontvangsten als bedoeld zijn in artikel 24, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° en 5° van de in § 1 genoemde wet van 16 april 1963 ten einde die ontvangsten ter beschikking te stellen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering";

3° het artikel wordt aangevuld met een aldus luidende paragraaf 4 : "§ 4. De Koning kan bij een in ministerraad overlegd besluit de wet van 16 april 1963 wijzigen ten einde de in dit artikel ingeschreven voordelen in overeenstemming te brengen met de overeenkomstige bepalingen die van kracht zijn in het kader van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering"".

.../...

Artikel 8.

Artikel 8 van de wet van 28 december 1984 grijpt terug naar de "taken die door artikel 6bis, § 2, 1°, 3°, 4°, 5°, 7° en 8° van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen werden opgedragen aan het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen".

Het is geraden artikel 6bis, § 2, 3°, van de wet van 23 december 1963 niet meer te citeren, aangezien dat punt 3° is opgeheven bij artikel 10, B, van de wet van 28 december 1984.

Daar komt nog bij dat de wet van 23 december 1963 en de bepalingen die deze wet hebben gewijzigd, op 7 augustus 1987 gecoördineerd zijn, welke coördinatie op 7 oktober 1987 in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Voortaan behoort aan die gecoördineerde tekst te worden gerefereerd, in het bijzonder aan de artikelen 49, 52, 53, 54, 55, 56 en 57.

Het kan niet worden geloochend dat de verwijzing in artikel 8 en in het ontworpen artikel 8bis van de wet van 28 december 1984 naar bepalingen die verschillend lijken, maar in de grond dezelfde zijn, problemen zou kunnen doen rijzen.

Aangeraden wordt artikel 8 van de wet te wijzigen, zodat datgene wordt vermeden wat slechts een schijnbare discrepantie is.

Artikel 8 zou ingedeeld moeten worden in drie artikelen (die de artikelen 8, 9 en 10 zouden worden).

.../...

Artikel 8 zou als volgt worden gesteld :

"Art. 8. Het opschrift van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 9 zou als volgt worden gesteld :

"Art. 9. In artikel 8, § 1, van dezelfde wet, worden de woorden "door artikel 6bis, § 2, 1°, 3°, 4°, 5°, 7° en 8° van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen", vervangen door de woorden "door de artikelen 49 en 52 tot 57 van de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987"".

Artikel 10 zou als volgt worden gesteld :

"Art. 10. Een als volgt luidend artikel 8bis wordt in dezelfde wet ingevoegd :

"Artikel 8bis. § 1. Binnen de grenzen aangegeven door de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen en door de bijzondere financieringswet, draagt de Koning de taken die aan het Fonds zijn opgedragen door de artikelen 49 en 52 tot 57 van de op 7 augustus 1987 gecoördineerde wet op de ziekenhuizen over aan de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, met uitzondering van de liquidatie, de ordonnancering en de betaling betreffende de vóór 1 januari 1989 toegestane subsidies en van de waarborgen voor de tegemoetkomingen in de financiële lasten en de rentevoeten van de leningen die vóór 1 januari 1989 zijn aangegaan"".

Paragraaf 2 en paragraaf 3 van het ontworpen artikel 8bis blijven gehandhaafd in de tekst van het ontworpen artikel 8bis.

/ ...

Artikel 9 (dat artikel 11 wordt).

Het is niet aangewezen om te verwijzen naar "de bepalingen van artikel 6bis van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen", om twee redenen. De eerste is dat het in de rechtsorde die het resultaat is van de coördinatie van 7 augustus 1987, de artikelen 48 tot 67 zijn die over het Fonds handelen. De tweede reden is dat de wijzigingen die de Koning zou mogen aanbrengen in de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, niet enkel op de artikelen 48 tot 67 betrekking moeten hebben, maar eventueel ook op het plan van de gecoördineerde wet.

Bijgevolg moet artikel 9 als volgt worden geredigeerd :

"Art. 11. Artikel 11 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 11. § 1. De Koning ...

§ 2. De in § 1 bedoelde koninklijke besluiten ...

§ 3. Na de in §§ 1 en 2 bedoelde overdrachten ...

De Koning kan de wet op de ziekenhuizen, gecoördineerd op 7 augustus 1987, wijzigen om rekening te houden met de in § 1 bepaalde overdrachten"".

.../...

Artikel 11 (dat artikel 13 wordt).

Artikel 15bis, § 1, ingevoegd bij artikel 11 van het ontwerp, dat artikel 13 wordt, bepaalt in fine : "Deze overdracht geschiedt in verhouding tot de omvang van de taken die naar de Gewesten worden overgedragen door de bijzondere wet".

Het zou nodig zijn om de maatstaven voor het verdelen van het overgedragen personeel over de drie Gewesten nader te bepalen in de tekst van de ontworpen wet (zie in dat verband de algemene opmerking over de artikelen 18 tot 20 van het ontwerp).

+

Terwijl in titel II, hoofdstuk I, van de ontworpen wet wordt gewerkt met bepalingen tot wijziging van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, staan in hoofdstuk II en volgende zelfstandige bepalingen die op sommige punten evenwel verwijzen naar de bepalingen van de wet van 28 december 1984.

Het zou dan ook logischer zijn het geheel van artikel 12 en volgende in de bovengenoemde wet op te nemen en er afzonderlijke hoofdstukken van te maken.

Als dat voorstel wordt aangenomen, dient de tekst van artikel 12 en volgende, inzonderheid de bepalingen die verwijzen naar de wet van 1984, waarvan sommige overbodig zullen worden, eraan te worden aangepast.

Artikel 15 (dat artikel 17 wordt).

Er is geen reden meer om te verwijzen naar het koninklijk besluit nr. 30 van 15 december 1978 tot instelling van een Nationaal comité voor planning en controle van de staalnijverheid en van de staalbekkencomités, aangezien het koninklijk besluit volledig is vervangen door het koninklijk besluit van 31 maart 1984 betreffende het Nationaal comité voor planning en controle van de staalnijverheid.

Artikel 16 (dat artikel 18 wordt).

Het coördinatiebesluit van 10 september 1965 mag niet worden verward met de eigenlijke gecoördineerde wetten zelf; het coördinatiebesluit heeft maar twee artikelen : het eerste vermeldt de bepalingen die in de coördinatie zijn opgenomen en het tweede bevat de uitvoeringsbepaling.

Paragraaf 1.

Voor paragraaf 1 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Art. 18. § 1. Binnen de grenzen ..., worden de taken in verband met de kunstambachten die bij artikel 3 van de op 10 september 1965 gecoördineerde wetten worden toevertrouwd aan het Economisch en sociaal instituut voor de middenstand, overgedragen ...".

Bij de paragrafen 2 en 4, voor zover ze handelen over de overdracht van het personeel, de goederen, de rechten en de verplichtingen in verhouding tot de overgedragen taken, is dezelfde opmerking te maken als bij de artikelen 18 tot 20 van de ontworpen wet.

Paragraaf 8.

Paragraaf 8 bepaalt dat de vermelding van het Instituut "in de wetten betreffende de organisatie van de middenstand", gecoördineerd op 28 mei 1979, vervalt.

Artikel 5 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven vermeldt "het Economisch en sociaal instituut voor de middenstand".

Voor het schrappen zou het instituut met zijn juiste benaming moeten worden vermeld.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor paragraaf 8 :

"§ 8. Wanneer ... de wetten betreffende het Economisch en sociaal instituut voor de middenstand, gecoördineerd op 10 september 1965, opgeheven.

De vermelding van het Economisch en sociaal instituut voor de middenstand in artikel 5 van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven en in artikel 20 van de wetten betreffende de organisatie van de middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979, vervalt".

Artikel 16bis (dat artikel 17 wordt).

Paragraaf 1.

De wet van 29 april 1929 tot verlening van financiële zelfstandigheid aan het handelskantoor en aan de drogerij van boszaden van de Staat te Groenendael, is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 8 mei 1929. Hoewel sommige bepalingen verouderd zijn, is de wet niet gewijzigd.

Het gebruik van het meervoud wijst er duidelijk genoeg op dat de genoemde wet een onderscheid maakt tussen het handelskantoor en de drogerij.

Artikel 16bis, § 1, zou dan ook beter als volgt worden geredigeerd :

"Art. 17. § 1. Het handelskantoor en de drogerij van boszaden van de Staat worden afgeschaft ... .

Zodra het handelskantoor en de drogerij worden afgeschaft, wordt de wet van 29 april 1929 tot verlening van financiële zelfstandigheid aan het handelskantoor en aan de drogerij van boszaden van de Staat te Groenendael, opgeheven".

Artikel 16ter (dat artikel 18 wordt).

Paragraaf 1, tweede lid.

Volgens de ontworpen tekst zal hoofdstuk II van de wet van 2 juli 1927 waarbij rechtspersoonlijkheid verleend wordt aan de inrichtingen van hoger onderwijs en aan de stations voor landbouwkundige opzoekingen die van de Staat afhangen, worden opgeheven. In feite bestaat dat hoofdstuk niet.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het tweede lid moet vervallen.

.../...

Paragraaf 3.

In paragraaf 3 in fine dient te worden geschreven : "vermeld in artikel 88, § 2, tweede tot vierde lid".

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 21, § 3, en 22, § 3.

Artikelen 18, 19 en 20.

Zoals ze zijn geredigeerd verlenen de artikelen 18 tot 20 van het ontwerp de Koning een zeer ruime bevoegdheid voor het overdragen van de taken, goederen, rechten, verplichtingen en personeelsleden van de instellingen waarvan deze bepalingen de herstructurering beogen.

Immers, de bij de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen vastgestelde grenzen zijn bijzonder vaag en zelfs onbestaande wat de Belgische Dienst voor de buitenlandse handel betreft. De verdelingsberekeningen die nodig zijn voor het uitvoeren van de ontworpen wet zijn eveneens onmogelijk te maken omdat de artikelen 18 en 20 geen duidelijke maatstaven vermelden om die verdelingen uit te voeren.

Op die manier kunnen de totale bedragen vastgesteld bij de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, niet als een geschikte basis dienen voor het ramen van de overdrachten die moeten worden gedaan.

De Regering heeft voor die overdrachten zeker precieze gegevens verstrekt bij het onderzoek, door de Wetgevende Kamers, van het ontwerp van bijzondere wet betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten (1).

Bij gebrek aan een uitdrukkelijke verwijzing naar die gegevens verleent de ontworpen wet aan de Koning een overdreven bevoegdheid om de geplande overdrachten en verdelingen uit te voeren.

Artikel 26.

Paragrafen 2 en 3.

Er dient te worden geschreven : "... de dag waarop deze wet in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt".

---

(1) Gedr. St. Kamer nr. 635/20 - 88/89.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C.-L. CLOSSET, conseillers d'Etat,
J.-C. GEUS, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. J. FORTPIED, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. FORTPIED, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. J.-J. STRYCKMANS.